

WE ARE
NOT
MERKEL'S
COLONY

**Solidarité
avec la lutte
du peuple grec**

Solidarité avec la lutte du peuple grec

Une déclaration du Comité Exécutif de la
Ligue Internationale des Travailleurs -
Quatrième Internationale,
réuni en avril 2015

1. La victoire électorale de Syriza, le 25 janvier dernier, est principalement une victoire des travailleurs et du peuple grec, qui ont réussi à se débarrasser du gouvernement de la Troïka et à faire reculer le PASOK.

Cette victoire tactique est expliquée principalement par la ténacité du peuple grec qui, avec ses 35 grèves générales et de nombreuses protestations, a d'abord soumis à l'usure puis a mis en échec les partis qui ont pillé le pays aux ordres du diktat de la Troïka.

Le triomphe du peuple grec montre qu'il est possible d'en finir avec les gouvernements laquais du FMI, de l'UE et de la BCE.

*Ligue Communiste des Travailleurs
Section belge de la
Ligue Internationale des Travailleurs -
Quatrième Internationale
lct.cwb@gmail.com
<http://www.lct-cwb.be/>*

2. Comme prévu, la réponse de la Troïka a été immédiate. Il est ahurissant de voir comment ceux qui parlent de démocratie et d'élections comme le seul moyen de « résoudre » des problèmes ont attaqué comme des vautours, en ignorant complètement la volonté exprimée par le peuple grec. Pour eux, la souveraineté nationale du peuple grec n'a pas existé et n'existe pas. Ils s'adressent au nouveau gouvernement en lui dictant chacune des mesures qu'il peut ou ne peut pas adopter, comme si c'était son laquais.

Ceux qui ont pillé le pays et l'ont conduit à la catastrophe sociale actuelle n'ont pas arrêté une minute, pendant ces deux mois, de faire chanter la Grèce, de lui couper le chemin pour disposer du moindre euro, et d'imposer de Berlin et de Bruxelles ce que Tsipras doit faire : maintenir le mémorandum, rembourser la dette, poursuivre les réformes structurelles.

Il leur est indifférent que la Grèce d'aujourd'hui soit comme le Parthénon (tout délabré comme il est actuellement) ; il leur est indifférent que les travailleurs et le peuple grecs soient enfoncés dans la misère ; ils agissent toujours comme si la Grèce était leur colonie.

3. Syriza et son dirigeant Tsipras ont lancé profusément des slogans électoraux : « *Ou Syriza ou*

le mémorandum », « *Ou Syriza ou une colonie financière* ». « *Nous nous sommes engagés auprès du peuple grec pour un Plan National de Reconstruction qui remplacera le mémorandum dès nos premiers jours au pouvoir, avant les négociations et indépendamment de leur issue.* »

Le premier jour au gouvernement, Tsipras a annoncé 11 mesures face à la crise humanitaire : (Voir ci-contre)

Malgré l'insuffisance des mesures, **les colonisateurs de la Troïka ont dit NON !** Ils ne voulaient accepter « aucune action unilatérale du gouvernement grec ». Tsipras et Varoufakis, appelant les gouvernements impérialistes européens « partenaires », ont fait une tournée en Europe et dans le monde à la recherche des « contradictions » entre les « bons colonisateurs » et les « mauvais colonisateurs » ; ils ont fini par récolter de l'Eurogroupe et des institutions de la Troïka (dont Varoufakis avait dit qu'elle était morte) la même réponse : **Mémorandum, remboursement de la dette et réforme structurelle** ; et en attendant, fermer le robinet : pas un seul euro pour la Grèce, et surtout pas question de parler de la crise humanitaire ou des 11 mesures annoncées par Tsipras.

4. L'accord signé par le gouvernement grec et l'Eurogroupe le 20 mars dernier a confirmé que, face à l'ultimatum de l'UE, Tsipras avait deux

11 mesures annoncées

- **Augmenter le salaire minimum de 586 € bruts à 751 € bruts** [le niveau où il était avant les coupes].
- **Rétablir la négociation collective avec les syndicats.**
- **Retour à leurs postes de 3.500 employés licenciés illégalement.**
- **Réembaucher le personnel de nettoyage du Ministère des Finances.** [Avec son campement face au Ministère, ce groupe de femmes était devenu un symbole de la lutte contre les coupes.]
- **Donner la nationalité grecque aux enfants d'immigrés nés en Grèce.**
- **Abolition de la taxe d'un euro par ordonnance.**
- **Abolition de la taxe pour chaque visite médicale** [entre 3 et 5 euros actuellement].
- **Rétablir l'accès universel à la santé publique de 3 millions de Grecs qui étaient restés en dehors du système de santé** [et qui ont maintenant seulement le droit d'y accéder pour les urgences].
- **Paralyser la privatisation du Port du Pirée.**
- **Paralyser la privatisation de la Société nationale de l'énergie** [PPC].
- **Réviser toutes les privatisations.**

options : maintenir son engagement auprès du peuple grec, ou capituler devant l'impérialisme européen qui exigeait — et continue à exiger — la reddition en bonne et due forme. Tsipras a choisi la capitulation et a confirmé ainsi que l'on ne peut pas servir deux maîtres à la fois.

5. Le Parlement hellénique vient d'approuver, avec les votes de Syriza, de Nouvelle Démocratie et du PASOK, un paquet de mesures d'urgence sociale qui ne sont même pas l'ombre des 11 mesures annoncées le premier jour du nouveau gouvernement, en soi déjà insuffisantes. Pas question d'augmenter le salaire minimum, ni de payer les retraités ou de réintégrer des fonctionnaires ou du personnel de nettoyage, ou de restaurer le droit de négociation collective... Il réduit le nombre de bénéficiaires et les conditions pour l'accès à l'aide alimentaire ou à l'électricité ; il réduit le nombre et le montant des allocations pour le logement. Le célèbre 1,9 milliard d'euros destiné aux 11 mesures a été réduit au paquet actuel de 200 millions, comme l'a imposé la Troïka.

6. Sans mettre en question notre sympathie et notre plein soutien au peuple grec face au chantage impérialiste de la Troïka, ni notre engagement à être à son côté contre la Troïka, en exigeant des

gouvernements impérialistes européens qu'ils enlèvent leurs griffes de la Grèce et qu'ils abandonnent la dette infâme de la Grèce ; nous réaffirmons que le gouvernement de Syriza, en s'engageant à « ne violer aucun des traités » de l'Union européenne, à refuser de rompre avec la zone euro et à renégocier la dette qui noie la Grèce pour qu'elle soit « soutenable », ne va ni diminuer la pauvreté sociale ni mettre fin à la soumission et à la dépendance du pays. En à peine quelques semaines, Syriza est passé du « *Ou Syriza ou le mémorandum* » à Syriza ET le Mémorandum ! ; de « *Ou Syriza ou la colonie financière* » à Syriza ET la colonie !

7. Ceux qui, dans la gauche européenne, proclament la « nouvelle politique » des « gouvernements anti-austérité » dans le cadre de l'euro et de l'Union européenne, se présentent comme « l'alternative de gauche » à la social-démocratie à bout de souffle, et prétendent avoir des politiques « créatives », de « sens commun » qui peuvent répondre aux besoins sociaux tout en payant la dette, ont maintenant un exemple instructif en Grèce, en seulement deux mois,

En fait, le gouvernement de Syriza n'est pas une nouveauté historique ; c'est l'actualisation de vieilles formules de **gouvernements**

de collaboration de classes, à ceci près que ce sont ces nouvelles formations, comme Podemos, qui occupent ou aspirent à occuper dans ces gouvernements la place occupée précédemment par les partis sociaux-démocrates ou les vieux partis communistes.

En évitant scrupuleusement de parler de classes sociales et de mettre un nom au caractère de classe propre à tout gouvernement, le gouvernement de Syriza – tout comme les gouvernements que Podemos en Espagne, le Front de Gauche en France ou Die Linke en Allemagne aspirent à former – sont présentés comme des « gouvernements des gens », des « gouvernements des citoyens », des « gouvernements de tous ».

En insistant sur la négation de l'existence de classes sociales et de la lutte de classes, la vie fait entrer par la fenêtre ce que l'on refuse de laisser entrer par la porte. Syriza, à la surprise de beaucoup de membres de ce parti, constitua un gouvernement avec la droite réactionnaire de Panos Kammenos, le parti des *Greks indépendants* (ANEL), qui est le Parti de l'Eglise orthodoxe – le plus important propriétaire immobilier du pays et exempt de payer l'impôt immobilier – et des plus grands propriétaires fonciers.

En outre, Tsipras, avec le soutien de Nouvelle Démocratie, a proposé

Prokopis Pavlopoulos, de droite, comme Président de la République ; et le Parlement l'a approuvé. Pavlopoulos a été accusé dans le passé d'avoir embauché des fonctionnaires parmi ses amis et des partisans de Nouvelle Démocratie sans consulter personne, quand il était ministre de l'Intérieur et de l'Administration publique, entre 2004 et 2009. Ce vieux politicien de longue date est devenu vice-président en 1989 et a été conseiller juridique de plusieurs présidents, y compris du conservateur Konstantinos Karamanlis.

8. Malgré la capitulation du gouvernement de Tsipras, la Troïka ne donne rien pour acquis et ne cesse de lancer des ultimatums. Chaque fois que le gouvernement grec adopte des « réformes structurelles », l'UE répond que c'est « insuffisant », qu'elle veut « *plus de choses concrètes* », « *des mesures supplémentaires dans des domaines tels que le marché du travail, les pensions ou la position fiscale* » comme condition pour débloquer une tranche de « l'aide », plaçant le pays au bord de l'effondrement économique. La capitulation ne va pas apporter la paix à Tsipras, et moins encore au peuple grec. Les mois à venir sont appelés à être pleins d'agonie pour un pays soumis à un chantage, privé de recevoir même les parts du Fond européen auquel il a droit, alors qu'il

doit faire face aux remboursements de la dette envers le FMI et la BCE, sans disposer de ressources garanties pour le paiement des salaires et des pensions.

L'impérialisme sait que la dette grecque est impayable, il sait qu'il ne peut pas pousser la Grèce à la faillite, mais il continue à faire pression sur elle, en vue du pillage complet du pays et de la conversion des travailleurs grecs en esclaves modernes d'un pays semi-colonial, et envoyant un message à tous les travailleurs de l'Europe du Sud : « *regardez ce qui sera votre sort si vous jetez nos partis du gouvernement !* »

9. Il est plus que jamais nécessaire d'organiser l'opposition ouvrière et populaire au gouvernement Tsipras-ANEL. La classe ouvrière grecque et les jeunes ne peuvent se laisser arracher le triomphe d'avoir chassé les partis de la Troïka. Cela ne conduit qu'à l'approfondissement de la catastrophe sociale actuelle et à ce que, en pleine démoralisation et en l'absence d'une solution ouvrière à la crise, les fascistes d'Aube Dorée gagnent en force.

La classe ouvrière grecque et la jeunesse ont une longue et héroïque histoire de lutte. Ils sont parvenus à se remettre debout encore et encore. C'est une grande partie de cette classe ouvrière – active, sans emploi ou retraitée – qui a repris

le chemin de la lutte après la trahison du gouvernement Papandreou, un gouvernement qui est entré en fonction en promettant de quitter l'OTAN et de ne pas rejoindre la Communauté économique européenne et qui finalement a rejoint l'OTAN et a mis la Grèce dans l'euro. La classe ouvrière grecque sait ce que c'est d'avoir à faire avec un gouvernement qui est venu comme celui du « changement » et qui a fini par être un gouvernement bourgeois de « rechange ».

La construction de l'opposition ouvrière au gouvernement ne part pas de zéro en Grèce. Il y a des organisations enracinées parmi les travailleurs et la jeunesse, des personnalités liées à certains groupes de Syriza, et même des secteurs de députés élus, qui ont élevé leur voix contre la capitulation de Tsipras. La voix de Manolis Glezos, eurodéputé pour Syriza et héros de la résistance contre l'occupation nazie, résume le défi : « **Avant qu'il ne soit trop tard : nous allons réagir !** »

10. La forte présence du KKE dans la classe ouvrière, l'existence d'organisations comme Antarsya, dont la position contre l'accord du gouvernement avec l'Eurogroup fut claire et nette, les déclarations publiques ouvertement critiques sur l'évolution du gouvernement Tsipras de la part de nombreux membres de

la Plateforme de Gauche – comme Glezod ou Statis Kubelakis – et d'autres organisations mineures mais combatives de la gauche, tout cela ouvre une opportunité. Il n'y a pas le moindre doute que ce ne sera pas tâche facile, mais on peut et on doit s'y mettre, sans aucun sectarisme. Il s'agit avant tout de faire **un appel à la mobilisation pour exiger du gouvernement qu'il rompe l'Accord de mars et qu'il honore ses engagements.**

A bas le Mémoire !

Application de l'ensemble des mesures d'urgence humanitaire, en commençant par les 11 mesures annoncées le premier jour du gouvernement !

Pas un jour de plus d'exemptions d'impôts pour les riches ! Il n'est pas possible que le paiement des pensions ou des salaires soit menacé, alors que les armateurs, les 800 familles qui contrôlent la première flotte marchande du monde, continuent à être reconnus par la Constitution (depuis 1975) comme étant exempts d'impôts pour tout bénéfice réalisé hors de la Grèce (c'est-à-dire, tout !)

Ce n'est pas possible que l'Eglise ne paie pas d'impôts sur ses propriétés, alors qu'elle est la plus grande propriétaire de biens immeubles du pays !

Comme les dirigeants de Syriza l'ont confirmé il y a peu, « *une de*

leurs propositions est un impôt extraordinaire, un impôt immédiat sur les grandes fortunes, les grandes entreprises et les riches. » (Yanis Varoukafis)

Hors du gouvernement, les ministres d'ANEL ! La présence de ce parti réactionnaire et xénophobe au sein du gouvernement n'a pas d'autre raison d'être que d'essayer d'embarquer sur le bateau du pouvoir, de la part d'un secteur de la bourgeoisie grecque, cette même bourgeoisie misérable qui a été complice du pillage du pays.

Les dirigeants de Syriza ont plusieurs fois dit qu'ils avaient une solution pour le thème de la dette : la conférence des pays créditeurs devrait annuler 60 % de la dette, tout comme pour l'Allemagne en 1953 ; appliquer un moratoire de 5 ans ; et étaler le paiement du reste de la dette, selon la croissance des exportations. Mais, ni l'Europe aujourd'hui, ni le capitalisme, ni la situation politique ne sont les mêmes qu'alors. Ils ont confondu une situation historique exceptionnelle avec une politique « du bon sens », et l'impérialisme les a fait atterrir dans la réalité. La proposition de Syriza sur la dette a fait naufrage en quelques semaines.

Maintenant, il n'y a plus de temps à perdre, et comme le dit Manolis Glezos, il n'y a pas d'autre sortie pour la dette que de **suspendre tout paiement**, il n'y a pas d'autre issue

que de mener à bien **un audit public de la dette**, comme l'a récemment décidé le parlement, tout en précisant que la commission d'audit ne peut pas rester seulement dans les mains d'experts internationaux.

Et pour finir, il faut aussi exiger du parlement grec et du gouvernement qu'il ne fasse pas marche arrière dans sa décision de réclamer les 278 milliards d'euros à l'Etat allemand pour réparations et dégâts de l'occupation pendant la Seconde Guerre mondiale. La forme la plus conséquente pour faire tout cela est de suspendre le paiement de la dette.

11. La tâche immédiate de l'opposition de gauche au gouvernement, et qui a déjà commencé à se concrétiser de fait par quelques secteurs et organisations, est **l'appel à la mobilisation des travailleurs et du peuple**, en exigeant au gouvernement Tsipras les revendications signalées antérieurement. Cet appel est essentiel, car, comme on le sait, seule la mobilisation ouvrière et populaire sera capable de bloquer la route aux maîtres chanteurs de la Troïka, et d'obliger le gouvernement Tsipras à faire marche arrière ou à assumer une position ouvertement contre les travailleurs et le peuple.

12. Le cas de la Grèce nous permet de tirer une leçon : derrière le discours de ce qui se présente comme

« nouveau » se cache une utopie conservatrice qui parle de « changement » en renonçant à modifier les bases de ce système capitaliste qui mène la société tout entière directement à sa ruine. Nous avons le droit de changer nos vies, nous avons la nécessité de le faire, et renoncer à cela ne peut qu'approfondir plus encore la catastrophe sociale.

La Grèce a montré qu'il n'y a pas de possibilité d'affronter l'urgence sociale si on ne rompt pas avec le mécanisme de la dette, et donc dans la foulée, avec l'euro et l'Union européenne elle-même. Cette rupture donne le vertige, bien sûr ; mais sans elle, il n'y a pas de possibilité matérielle pour un changement social. C'est une condition nécessaire mais insuffisante ; car par elle seule, cette rupture ne va pas résoudre les problèmes, si elle n'est pas accompagnée de mesures anticapitalistes de base tout aussi nécessaires pour défendre le pays du boycott extérieur : nationaliser le système bancaire ; étatiser les branches et entreprises stratégiques et les mettre sous contrôle des travailleurs et de la société, établir un contrôle des mouvements de capitaux et de devises ; et réorganiser l'économie en remettant en production les entreprises fermées et les champs abandonnés et en répartissant le travail entre la main-d'œuvre existante. Et ce qui est plus important encore : organiser la

solidarité européenne face au boycott et lever le drapeau d'une Europe unie des travailleurs et des peuples.

Bien entendu, l'ouverture d'une perspective de ce type exige un gouvernement qui s'appuie sur la classe ouvrière et le peuple organisés et rend des comptes à eux, un gouvernement qui avance dans les ruptures nécessaires et organise la solidarité. Nous parlons donc d'un **gouvernement des travailleurs** ; et de la nécessité d'avancer, dans l'actuel processus de réorganisation, vers la construction d'une **direction révolutionnaire**.

13. Quand la victoire de Syriza pointait à l'horizon, Yannis Bournous – un des dirigeants de Syriza, membre du Comité Central de Synaspismos, la plus importante des organisations qui font partie de Syriza et son représentant dans le comité exécutif du parti de la Gauche européenne – disait : « *C'est pour cela que nous n'appelons pas seulement à la lutte à l'échelle nationale. Nous savons que l'échelle nationale est fondamentale pour la lutte de classes ; cependant d'un autre côté, nous reconnaissons que même si nous gagnions en Grèce et nous obtenions de mettre en place un gouvernement de gauche, si nous ne réalisons pas de changements (...) dans le rapport de forces, au moins au niveau européen, un tel gouvernement resterait simplement comme*

“un village gaulois” (c'est-à-dire complètement isolé). Ceci est pour nous crucial, étant donné que sans coordination et sans résistance européenne massive, on ne peut atteindre que des objectifs initiaux, mais pas de changements plus profonds. »

Nous ne pouvons qu'approuver le diagnostic que fait Bournous ; mais malheureusement, ni Tsipras ni Varoufakis n'ont dédié une seule minute de leurs nombreux voyages internationaux pour faire appel aux organisations sociales, aux travailleurs et aux peuples européens en cherchant leur appui contre le chantage impérialiste, et cela, malgré le fait que les sympathies avec le peuple grec sont énormes.

Sauf quelques louables exceptions, les marques de solidarité avec le peuple grec furent peu nombreuses dans les rues de l'Europe, et ce, malgré le fait que, nous insistons, les sympathies furent énormes. Il est probable qu'il faut trouver l'explication dans le fait que beaucoup de responsables politiques de la gauche qui parlent de solidarité avec la

Grèce réduisent celle-ci à une solidarité avec Tsipras. Cependant la tâche d'entourer le peuple grec de solidarité à l'échelle européenne continue à être une urgence et une extrême nécessité.

En tant que LIT-QI, nous maintenons et nous réaffirmons notre engagement de solidarité avec le peuple grec, une solidarité qui passe en premier lieu par la dénonciation des mensonges des Merkel, Rajoy, Renzi et autres Hollande, et le combat contre ceux-ci. Les Grecs ne nous doivent pas un seul euro, le peuple grec n'a jamais bénéficié de cet argent des « prêts » ; que Rajoy, Merkel et leurs associés aillent réclamer cet argent à leurs amis banquiers et qu'ils laissent en paix le peuple grec ! Pour l'annulation immédiate de la dette.

Pour terminer, nous ratifions notre engagement à collaborer avec les organisations sociales et activistes de la gauche grecque et à les aider à constituer une opposition ouvrière et socialiste au gouvernement de Tsipras.

« Renommer la Troïka “institutions”, le mémorandum “accord”, et les prêteurs “partenaires”, c’est comme appeler la viande poisson, cela ne change pas la situation. Cela ne peut pas changer le sens du vote du peuple grec dans les élections du 25 janvier 2015.

Le peuple a voté pour ce que Syriza avait promis : que nous irions annuler le régime d’austérité, qui n’est autre que la stratégie de l’oligarchie allemande et des prêteurs européens, mais aussi celle de l’oligarchie grecque. Le peuple a voté pour que nous allions révoquer le mémorandum et la Troïka, ainsi que toutes les lois d’austérité ; pour qu’au lendemain des élections, nous allions abolir par une loi la Troïka et ses conséquences.

Cependant, un mois est passé, et cette promesse attend toujours de devenir réalité. C’est vraiment une honte. [...]

Toutefois, nous allons réagir avant que l’on continue dans la mauvaise direction, avant qu’il ne soit trop tard. Les militants, les amis et les sympathisants de Syriza doivent organiser d’urgence des réunions à tous les niveaux de l’organisation, et doivent décider s’ils acceptent cette situation. »

Manolis Glezos, eurodéputé pour Syriza,
héros de la Résistance contre l’occupation nazi.